

§ 2. Dans le dernier alinéa de l'article 2, les mots « de la liste » sont remplacés par les mots « des listes ».

Art. 4. § 1. Dans l'article 9, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « la liste annuelle » sont remplacés par les mots « les listes annuelles ».

§ 2. Dans le même article 9, alinéa 2, les mots « la liste définitive est établie » sont remplacés par « les listes définitives sont établies ».

Art. 5. Dans l'article 10 du même arrêté, les mots « la liste établie par la Commission » sont remplacés par les mots « les listes établies par la Commission ».

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Notre Ministre des Affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 février 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères,
L. MICHEL

§ 2. In het laatste lid van artikel 2 worden de woorden « van de lijst » vervangen door de woorden « van de lijsten ».

Art. 4. § 1. In artikel 9, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « de jaarlijkse lijst » vervangen door « de jaarlijkse lijsten ».

§ 2. In hetzelfde artikel 9, tweede lid, worden de woorden « de definitieve lijst wordt samengesteld » vervangen door « de definitieve lijsten worden samengesteld ».

Art. 5. In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de woorden « de door de Commissie opgemaakte lijst » vervangen door « de door de Commissie opgemaakte lijsten ».

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 7. Onze Minister van Buitenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 februari 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken,
L. MICHEL

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2003 — 645

[C — 2003/03088]

6 FEVRIER 2003. — Arrêté royal pris en exécution de l'article 194^{quater}, § 6, alinéa 1^{er}, CIR 92 relatif aux modalités d'investissement dans le cadre de la réserve d'investissement en cas d'apport d'une branche d'activité ou d'une universalité de biens, ou en cas de fusion ou de scission

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté a pour objet de fixer les modalités d'investissement dans le cadre de la réserve d'investissement en cas d'apport d'une branche d'activité ou d'une universalité de biens, ou en cas de fusion ou de scission, en application de l'article 194^{quater}, § 6, alinéa 1^{er} du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par l'article 6 de la loi du 24 décembre 2002 modifiant le régime des sociétés en matière d'impôts sur les revenus et instituant un système de décision anticipée en matière fiscale.

I. Introduction.

L'article 6 de la loi du 24 décembre 2002 modifiant le régime des sociétés en matière d'impôts sur les revenus et instituant un système de décision anticipée en matière fiscale insère un article 194^{quater} dans le Code précité, de sorte qu'une réserve dénommée réserve d'investissement peut être constituée dans le chef des sociétés P.M.E. Cette réserve d'investissement tend à encourager l'autofinancement des sociétés PME en accordant une exonération des bénéfices mis en réserve.

Le présent arrêté a pour objet de déterminer les modalités d'investissement en cas d'opérations fiscalement neutres d'apport d'une branche d'activité ou d'une universalité de biens ou en cas de fusion ou de scission, et cela plus précisément dans les cas où (i) la société bénéficiaire (cas d'apport) ou la société absorbante ou bénéficiaire (cas de fusion ou scission) s'est engagée de manière irrévocable à reprendre l'obligation d'investir, ou (ii) dans le chef de la société à qui incombe logiquement cette obligation après l'opération. De plus, il sera procédé, en particulier pour le délai d'investissement, comme si l'opération n'avait pas eu lieu, de sorte que celle-ci ne puisse avoir comme conséquence de prolonger le délai d'investissement d'origine.

Il convient cependant d'établir une distinction selon qu'il s'agit d'opérations qui se rapportent à un apport fiscalement neutre et d'opérations qui se rapportent à des fusions et scissions fiscalement neutres.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

N. 2003 — 645

[C — 2003/03088]

6 FEBRUARI 2003. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 194^{quater}, § 6, eerste lid, WIB 92 inzake de investeringsmodaliteiten in het kader van de investeringsreserve, in geval van inbreng van een tak van werkzaamheid of een bedrijfsafdeling of van een algemeenheid van goederen, of in geval van fusie of splitsing

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat wij aan Uwe Majesteit ter ondertekening voorleggen, heeft als oogmerk, in toepassing van artikel 194^{quater}, § 6, eerste lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd bij artikel 6 van de wet van 24 december 2002 tot wijziging van de vennootschapsregeling inzake inkomstenbelastingen en tot instelling van een systeem van voorafgaande beslissingen in fiscale zaken, de investeringsmodaliteiten in het kader van de investeringsreserve vast te stellen ingeval van inbreng van een tak van werkzaamheid of een bedrijfsafdeling of van een algemeenheid van goederen, of in geval van fusie of splitsing.

I. Inleiding.

Artikel 6 van de wet van 24 december 2002 tot wijziging van de vennootschapsregeling inzake inkomstenbelastingen en tot instelling van een systeem van voorafgaande beslissingen in fiscale zaken voegt een artikel 194^{quater} in het voormelde Wetboek in, zodat ten name van KMO-vennootschappen, een zogenoemde investeringsreserve kan worden aangelegd. Deze investeringsreserve strekt ertoe de autofinanciering van de KMO-vennootschappen aan te moedigen door het toestaan van een vrijstelling ten gunste van de gereserveerde winst.

Dit besluit heeft als oogmerk de investeringsmodaliteiten te bepalen ingeval van belastingneutrale verrichtingen van inbreng van een tak van werkzaamheid of een bedrijfsafdeling of van een algemeenheid van goederen, of ingeval van fusie of splitsing, en zulks meer bepaald in de gevallen waarin (i) de inbrengverwrijgende vennootschap (gevallen van inbreng) of de overnemende of verwrijgende vennootschap (gevallen van fusie of splitsing) zich onherroepelijk verbonden heeft de investeringsverplichting over te nemen, of (ii) op wie logischerwijze deze verplichting na de verrichting rust. Daarbij zal, inzonderheid ten aanzien van de investeringstermijn, gehandeld worden alsof de verrichting niet had plaatsgevonden, zodat deze niet tot gevolg mag hebben dat de oorspronkelijke investeringstermijn zou worden verlengd.

Er dient evenwel een onderscheid te worden gemaakt naar gelang het verrichtingen betreft die betrekking hebben op een belastingneutrale inbreng en die welke betrekking hebben op belastingneutrale fusies en splitsingen.

II. Apport fiscalement neutre.

En cas d'apport fiscalement neutre d'une branche d'activité ou d'une universalité de biens, l'investissement effectué dans le cadre de l'article 194*quater*, CIR 92, peut aussi bien être effectué par la société apporteuse qui a constitué la réserve d'investissement (et cela, dans un délai de trois ans prenant cours le premier jour de la période imposable pour laquelle la réserve d'investissement est constituée), que par la société bénéficiaire de l'apport. Dans le premier cas, les investissements que la société apporteuse a effectués, font partie de l'opération d'apport. Dans le second cas, les investissements que la société bénéficiaire de l'apport a effectués avant l'apport, ne sont cependant pas pris en considération au titre d'investissement pour l'application de l'article 194*quater*, CIR 92.

La problématique, soulevée par le Conseil d'Etat, à savoir par qui l'investissement exigé doit être fait s'il n'est pas encore effectué au moment de l'apport, ne doit pas être abordée dans le dispositif parce qu'un tel investissement peut être effectué aussi bien par la société apporteuse que par la société bénéficiaire de l'apport.

Lorsque la réserve d'investissement devient imposable,

— soit parce que l'obligation d'investissement visée à l'article 194*quater*, § 3, CIR 92 n'a pas été respectée ou l'a été en dehors du délai,

— soit à la suite d'une aliénation anticipée de l'investissement conformément à l'article 194*quater*, § 4, alinéa 2, CIR 92 (ceci survient lorsque l'investissement a été investi moins de trois ans au moment de l'aliénation alors que cette circonstance ne résulte pas d'un sinistre, d'une expropriation, d'une réquisition en propriété ou d'un autre événement analogue),

— soit parce que la condition d'intangibilité visée à l'article 190, CIR 92, n'est plus respectée,

la réserve d'investissement (ou un prorata de celle-ci en cas d'aliénation anticipée) est toujours imposée dans le chef de la société apporteuse.

L'imposition dans le chef de la société apporteuse est justifiée par le fait que, suite à l'opération fiscalement neutre d'apport d'une branche d'activité ou d'une universalité de biens et compte tenu de la condition d'intangibilité précitée, la réserve d'investissement ne se retrouve que dans le patrimoine de la société apporteuse.

Il a été tenu compte de l'avis du Conseil d'Etat pour régler dans le dispositif la problématique en cas d'apport en neutralité d'impôt, à savoir quelle société (société apporteuse ou société bénéficiaire de l'apport) sera taxée le cas échéant sur la réserve d'investissement.

La méthode décrite ci-dessus est aussi basée sur celle qui s'appliquait en matière de plus-values imposables de manière étalée (article 47, CIR 92), avant d'être modifiée par la loi du 22 décembre 1998 portant des dispositions fiscales et autres.

Par analogie, les opérations fiscalement neutres d'apport d'une branche d'activité ou d'une universalité de biens, ne peuvent pas non plus avoir pour conséquence de prolonger le délai d'investissement.

III. Fusions et scissions fiscalement neutres.

Lorsqu'il s'agit d'opérations fiscalement neutres de fusion et de scission, l'article 212, CIR 92 implique que les dispositions de l'article 194*quater*, CIR 92 s'appliquent à la société absorbante ou bénéficiaire. En effet, conformément à l'article 212, CIR 92, les réserves exonérées existantes, sont censées être apportées à la société absorbante ou bénéficiaire en application des dispositions en vigueur. De plus, il convient d'agir en la manière comme si l'opération de fusion ou de scission fiscalement neutre n'avait pas eu lieu. Le même raisonnement s'applique d'ailleurs pour le calcul de l'éventuelle nouvelle réserve d'investissement que la société absorbante ou bénéficiaire constituerait conformément à l'article 194*quater*, CIR 92.

II. Belastingneutrale inbreng.

In het geval van een belastingneutrale inbreng van een tak van werkzaamheid of een bedrijfsafdeling of van algemeenheid van goederen, mag de investering, gedaan in het kader van artikel 194*quater*, WIB 92 zowel gebeuren door de inbrengende vennootschap die de investeringsreserve heeft aangelegd (en zulks binnen een termijn van drie jaar die aanvangt op de eerste dag van het belastbaar tijdperk waarin de investeringsreserve is aangelegd), als door de inbrenggenietende vennootschap. In het eerste geval maken de investeringen die de inbrengende vennootschap heeft verricht, deel uit van de inbrengverrichting. In het tweede geval worden evenwel de investeringen die de inbrenggenietende vennootschap heeft verricht vóór de inbreng, niet aangemerkt als investering voor de toepassing van artikel 194*quater*, WIB 92.

De problematiek opgeworpen door de Raad van State, met name te weten door wie de vereiste investering moet worden gedaan indien ze nog niet is verricht op het tijdstip van de inbreng, moet niet in het dispositief worden opgenomen, aangezien dergelijke investering zowel door de inbrengende, als de inbrenggenietende vennootschap mag worden gedaan.

Wanneer de investeringsreserve belastbaar wordt,

— hetzij omdat niet of niet tijdig is voldaan aan de investeringsverplichting vermeld in artikel 194*quater*, § 3, WIB 92,

— hetzij omwille van een voortijdige vervreemding van de investering overeenkomstig artikel 194*quater*, § 4, tweede lid, WIB 92 (dit is wanneer de investering op het ogenblik van de vervreemding minder dan drie jaar is belegd en niet is geschied naar aanleiding van een schadegeval, een onteigening, een opeising in eigendom of een andere gelijkaardige gebeurtenis),

— hetzij omdat niet langer de onaantastbaarheidsvoorwaarde wordt nageleefd zoals vermeld in artikel 190, WIB 92,

wordt de investeringsreserve (of bij voortijdige vervreemding een pro-rata ervan) steeds belast ten name van de inbrengende vennootschap.

De belastingheffing ten name van de inbrengende vennootschap is verantwoord door het feit dat, na de belastingneutrale verrichting van inbreng van een tak van werkzaamheid of een bedrijfsafdeling of van een algemeenheid van goederen, en mede gelet op de bovenvermelde onaantastbaarheidsvoorwaarde, de investeringsreserve slechts in het vermogen van de inbrengende vennootschap wordt teruggevonden.

Er wordt rekening gehouden met het advies van de Raad van State om de problematiek bij belastingneutrale inbreng, te weten welke vennootschap (de inbrengende of de inbrenggenietende vennootschap) desgevallend belast zal worden op de investeringsreserve, in het dispositief te regelen.

De hierboven omschreven werkwijze is mede gebaseerd op die welke van toepassing was ten aanzien van de gespreid te belasten meerwaarden (artikel 47, WIB 92), alvorens te zijn gewijzigd door de wet van 22 december 1998 houdende fiscale en andere bepalingen.

Naar analogie mogen de belastingneutrale verrichtingen van inbreng van een tak van werkzaamheid of een bedrijfsafdeling of van een algemeenheid van goederen, dan ook niet tot gevolg hebben dat de investeringstermijn wordt verlengd.

III. Belastingneutrale fusie en splitsing.

Met betrekking tot de belastingneutrale verrichtingen van fusie en splitsing, impliceert artikel 212, WIB 92 dat de bepalingen van artikel 194*quater*, WIB 92 van toepassing zijn op de overnemende of verkrijgende vennootschap. Luidens artikel 212, WIB 92 worden immers de bestaande vrijgestelde reserves, onder toepassing van de vigerende bepalingen, geacht bij de overnemende of verkrijgende vennootschap te zijn ingebracht. Daarbij moet derwijze worden gehandeld alsof de belastingneutrale verrichting van fusie of splitsing niet had plaatsgevonden. Hetzelfde geldt trouwens voor de berekening van de eventuele nieuwe investeringsreserve die de overnemende of verkrijgende vennootschap overeenkomstig artikel 194*quater*, WIB 92 zou aanleggen.

En même temps, l'article 213, CIR 92, portant sur le partage des réserves en cas de scission, est naturellement applicable à la réserve d'investissement. En la matière, les instructions administratives relatives à la répartition des plus-values taxables de manière étalée sont applicables (Commentaire du Code des impôts sur les impôts 1992 n° 211/56, alinéas 1^{er} et 2). Conformément à ces instructions administratives, la réserve d'investissement sera attribuée en priorité, soit à la société bénéficiaire à laquelle l'investissement est apporté, soit à la société bénéficiaire qui a repris à sa charge l'obligation d'investir. Cette attribution s'effectue évidemment suivant la clé de répartition de l'article 213, CIR 92.

Lorsque la réserve d'investissement devient imposable,

— soit parce que l'obligation d'investissement visée à l'article 194*quater*, § 3, CIR 92 n'a pas été respectée ou l'a été en dehors du délai,

— soit à la suite d'une aliénation anticipée de l'investissement conformément à l'article 194*quater*, § 4, alinéa 2, CIR 92,

la réserve d'investissement doit être imposée dans le chef des sociétés bénéficiaires auxquelles la réserve est attribuée et en premier ressort dans le chef de la société dans laquelle l'investissement s'est produit.

La problématique soulevée par le Conseil d'Etat, quant à savoir quelle société sera taxée le cas échéant sur la réserve d'investissement en cas de scission n'est pas abordée dans le dispositif.

C'est ainsi, en effet, qu'en cas de fusion ou de scission, la réserve d'investissement immunisée est, en principe du moins, transférée intégralement à la société absorbante ou bénéficiaire (plus particulièrement dans la mesure où cette réserve s'y retrouve – voir l'article 212, CIR 92). Dès lors, à la différence de ce qui se produit en cas d'apport, une opération de fusion ou de scission implique généralement que la société fusionnée (ou scindée) cesse d'exister à l'occasion de l'opération, de sorte que la réserve d'investissement devenue imposable, ne peut logiquement être taxée autrement que dans le chef de la société absorbante ou des sociétés bénéficiaires, là où se retrouve cette réserve.

Dans le cas d'une fusion ou d'une scission fiscalement neutre d'une société, l'investissement doit, par analogie avec la méthode qui s'applique aux plus-values taxables de manière étalée, être effectué par la société absorbante ou bénéficiaire, dans la mesure où il n'est pas effectué par la société absorbée ou scindée, sans qu'il puisse en résulter un allongement du délai d'origine. Comme en cas d'apport fiscalement neutre, les investissements que la société absorbante ou bénéficiaire a effectués le cas échéant avant la fusion ou la scission, ne peuvent non plus être pris en considération au titre d'investissement éligible pour la réserve d'investissement constituée par la société absorbée ou scindée.

La problématique soulevée par le Conseil d'Etat, à savoir par qui l'investissement exigé doit être fait s'il n'est pas encore effectué au moment de la scission, ne doit pas être abordée dans le dispositif, parce que comme cela a déjà été mentionné ci-avant et à la différence de ce qui se produit qu'en cas d'apport, l'investissement peut être effectué uniquement par la société absorbante ou par les sociétés bénéficiaires en cas de fusion ou de scission.

Ce qui précède s'applique aussi mutatis mutandis pour les opérations assimilées à une scission (également appelées scissions partielles).

J'ai l'honneur d'être,
Sire, De votre Majesté,
le très respectueux et très fidèle serviteur,
Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

6 FEVRIER 2003. — Arrêté royal pris en exécution de l'article 194*quater*, § 6, alinéa 1^{er}, CIR 92 relatif aux modalités d'investissement dans le cadre de la réserve d'investissement en cas d'apport d'une branche d'activité ou d'une universalité de biens, ou en cas de fusion ou de scission (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des impôts sur les revenus, notamment l'article 194*quater*, § 6, alinéa 1^{er}, inséré par l'article 6 de la loi du 24 décembre 2002 modifiant le régime des sociétés en matière d'impôts sur les revenus et instituant un système de décision anticipée en matière fiscale;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 décembre 2002;

Tevens vindt artikel 213, WIB 92 inzake de verdeling van de reserves bij splitsing, uiteraard toepassing ten aanzien van de investeringsreserve. Terzake zullen de administratieve onderrichtingen met betrekking tot de verdeling van de gespreid te belasten meerwaarden worden toegepast (Commentaar op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 nr. 211/56, eerste en tweede lid). In overeenstemming met deze administratieve onderrichtingen zal de investeringsreserve bij voorrang worden toegewezen, hetzij aan de verkrijgende vennootschap waarbij de investering is ingebracht, hetzij aan de verkrijgende vennootschap die de investeringsverplichting op zich heeft genomen. Deze toewijzing gebeurt uiteraard binnen de verdeelsleutel van artikel 213, WIB 92.

Wanneer de investeringsreserve belastbaar wordt,

— hetzij omdat niet of niet tijdig is voldaan aan de investeringsverplichting vermeld in artikel 194*quater*, § 3, WIB 92,

— hetzij omwille van een voortijdige vervreemding van de investering overeenkomstig artikel 194*quater*, § 4, tweede lid, WIB 92,

moet de investeringsreserve worden belast ten name van de verkrijgende vennootschappen aan wie de reserve is toegewezen en in eerste instantie ten name van de vennootschap waar de investering voorkwam.

De problematiek opgeworpen door de Raad van State, met name te weten welke vennootschap bij splitsing desgevallend belast zal worden op de investeringsreserve, werd niet opgenomen in het dispositief.

Immers, wat fusie en splitsing betreft, is het zo dat de vrijgestelde investeringsreserve, in beginsel althans, integraal overgaat naar de overnemende of verkrijgende vennootschap (inzonderheid voor zover deze reserve aldaar wordt teruggevonden – zie artikel 212, WIB 92). Welnu, anders dan bij inbreng, impliceert een verrichting van fusie of splitsing in de regel dat de gefuseerde (of gesplitste) vennootschap naar aanleiding van de verrichting ophoudt te bestaan, zodat de belastbaar geworden investeringsreserve, logischerwijze niet anders kan worden belast dan ten name van de overnemende of verkrijgende vennootschap(en) waar deze reserve wordt teruggevonden.

In geval van een belastingneutrale fusie of splitsing van een vennootschap moet, naar analogie van de werkwijze die van toepassing is op de gespreid te belasten meerwaarden, de investering, in zover ze niet is verricht door de overgenomen of gesplitste vennootschap, worden gedaan door de overnemende of verkrijgende vennootschap, zonder dat daaruit een verlenging van de oorspronkelijke termijn mag voortvloeien. Zoals in het geval van belastingneutrale inbreng, geldt ook hier dat de investeringen die, in voorkomend geval, de overnemende of verkrijgende vennootschap vóór de fusie of splitsing heeft gedaan, niet kunnen worden aangemerkt als nuttige investering met betrekking tot de door de overgenomen of gesplitste vennootschap, aangelegde investeringsreserve.

De problematiek opgeworpen door de Raad van State te weten door wie de vereiste investering moet worden gedaan indien ze nog niet is verricht op het tijdstip splitsing, moet niet in het dispositief worden opgenomen, aangezien, zoals reeds vermeld hiervoor, en anders dan bij inbreng, bij fusie of splitsing alleen de overnemende of verkrijgende vennootschap(en) de investering kan verrichten.

Het voormelde geldt mutatis mutandis ook ten aanzien van met splitsing gelijkgestelde verrichtingen (de zogenaamde partiële splitsing).

Ik heb de eer te zijn,
Sire, Van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

6 FEBRUARI 2003. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 194*quater*, § 6, eerste lid, WIB 92 inzake de investeringsmodaliteiten in het kader van de investeringsreserve, in geval van inbreng van een tak van werkzaamheid of een bedrijfsafdeling of van een algemeenheid van goederen, of in geval van fusie of splitsing (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, inzonderheid het artikel 194*quater*, § 6, eerste lid, ingevoegd bij artikel 6 van de wet van 24 december 2002 tot wijziging van de vennootschapsregeling inzake inkomstenbelastingen en tot instelling van een systeem van voorafgaande beslissingen in fiscale zaken;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën gegeven op 5 december 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 décembre 2002;

Vu l'urgence motivée par les considérations suivantes :

L'article 194^{quater}, du même Code, inséré par l'article 6 de la loi du 24 décembre 2002 modifiant le régime des sociétés en matière d'impôts sur les revenus et instituant un système de décision anticipée en matière fiscale, entre en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2004. Le délai d'investissement visé à l'article 194^{quater}, § 3, du même Code, prend cours le premier jour de la période imposable pour laquelle la réserve d'investissement est constituée. Cet arrêté royal peut dès lors avoir des incidences sur les investissements se rattachant aux périodes imposables commençant le 1^{er} janvier 2003. Il faut donc aussi que les contribuables concernés soient au courant des arrêtés d'exécution qui leur sont applicables, notamment en ce qui concerne la planning de leurs investissements;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 17 décembre 2002 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans le chapitre I^{er}, de l'AR/CIR 92, il est inséré, avant la section XXVII^{ter} qui devient la section XXVII^{quater}, une nouvelle section XXVII^{ter}, comprenant l'article 73^{4bis}, rédigée comme suit :

«Section XXVII^{ter}. - Modalités d'investissement dans le cadre de la réserve d'investissement en cas d'apport d'une branche d'activité ou d'une universalité de biens, ou en cas de fusion ou de scission (Code des impôts sur les revenus 1992, article 194^{quater}, § 6, alinéa 1^{er})

Art. 73^{4bis}. - En cas d'apport d'une branche d'activité ou d'une universalité de biens visé à l'article 46, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o du même Code et en cas d'opérations visées à l'article 211, § 1^{er} du même Code, l'opération ne peut avoir pour effet une prolongation du délai d'investissement visé à l'article 194^{quater}, § 3, du même Code au-delà du terme initialement prévu.

Lorsque, en cas d'apport visé à l'alinéa 1^{er}, les conditions des articles 190 ou 194^{quater} du même Code ne sont plus remplies, la partie de la réserve d'investissement qui est devenue imposable, est taxée dans le chef de la société apporteuse. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2004.

Art. 3. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 février 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
D. REYNDEERS

—
Nota

(1) Références au *Moniteur belge*

Loi du 24 décembre 2002, *Moniteur belge* du 31 décembre 2002, éd. 2.

Lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, Loi du 12 janvier 1973, *Moniteur belge* du 21 mars 1973.

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 5 december 2002;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd als volgt :

Artikel 194^{quater}, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 6 van de wet van 24 december 2002 tot wijziging van de vennootschapsregeling inzake inkomstenbelastingen en tot instelling van een systeem van voorafgaande beslissingen in fiscale zaken, treedt in werking met ingang van het aanslagjaar 2004. De investeringstermijn als vermeld in artikel 194^{quater}, § 3, van hetzelfde Wetboek vangt aan op de eerste dag van het belastbare tijdperk waarvoor de investeringsreserve is aangelegd. Dit koninklijk besluit kan bijgevolg reeds uitwerking hebben voor investeringen die verbonden zijn met belastbare tijdperken die aanvangen op 1 januari 2003. Het is dan ook vereist dat de betrokken belastingplichtigen op de hoogte zijn van de op hen toepasselijke uitvoeringsbesluiten, inzonderheid wat de planning van hun investeringen betreft;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 17 december 2002 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In hoofdstuk I, van het KB/WIB 92 wordt, voor de afdeling XXVII^{ter} die de afdeling XXVII^{quater} wordt, een nieuwe afdeling XXVII^{ter} ingevoegd die het artikel 73^{4bis} bevat, luidend als volgt :

« Afdeling XXVII^{ter}. - Investeringsmodaliteiten in het kader van de investeringsreserve ingeval van inbreng van een tak van werkzaamheid of een bedrijfsafdeling of van een algemeenheid van goederen of ingeval van fusie of splitsing (Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, artikel 194^{quater}, § 6, eerste lid)

Art. 73^{4bis}. - In geval van inbreng van een tak van werkzaamheid of een bedrijfsafdeling of van een algemeenheid van goederen als vermeld in artikel 46, § 1, eerste lid, 2^o van hetzelfde Wetboek en ingeval van verrichtingen als vermeld in artikel 211, § 1, van hetzelfde wetboek, mag de verrichting niet tot gevolg hebben dat de oorspronkelijke investeringstermijn als bedoeld in artikel 194^{quater}, § 3, van hetzelfde Wetboek wordt verlengd.

Wanneer in geval van inbreng als vermeld in het eerste lid, niet langer is voldaan aan de voorwaarden van artikel 190 of 194^{quater} van hetzelfde Wetboek, wordt het belastbaar geworden gedeelte van de investeringsreserve belast ten name van de inbrengende vennootschap. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking met ingang van het aanslagjaar 2004.

Art. 3. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 februari 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
D. REYNDEERS

—
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 24 december 2002, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 2002, éd. 2.

Gecoördineerde wetten op de Raad van State, wet van 12 januari 1973, *Belgisch Staatsblad* van 21 maart 1973.